

L'Humanité (site web)

Entretien, mercredi 29 avril 2026 1938 mots

« Le Front populaire voulait changer la vie », analyse l'historienne Ludivine Bantigny

Pierre-Henri Lab

Constitué en réaction à la menace fasciste, le Front populaire est d'abord une puissante mobilisation populaire, qui a poussé une gauche très divisée à s'unir et a permis la victoire aux élections législatives en mai 1936. La grève et le gouvernement dirigé par Léon Blum sont à l'origine de la semaine des 40 heures, des premiers congés payés et de la création des conventions collectives.

L'historienne Ludivine Bantigny publie la Bourse ou la Vie. Le Front populaire, histoire pour aujourd'hui (La Découverte). Fruit d'un travail de recherche de plusieurs années, ce livre éclaire la dynamique du mouvement ouvrier, les limites et contradictions du gouvernement de Léon Blum et se révèle riche de savoirs pour penser l'émancipation aujourd'hui.

Pourquoi avoir proposé cette nouvelle synthèse du Front populaire ?

D'abord parce que la période est aussi passionnante qu'importante. Il y a beaucoup à découvrir et à dire sur ce moment qui fait écho à notre présent. Nous avons besoin de bien connaître cette histoire, avec lucidité, non par fétichisme du passé, mais pour ce qu'il nous apprend des projets, des alliances et des stratégies. D'où le sous-titre : le Front populaire, une histoire pour aujourd'hui.

Comme dans mes précédents ouvrages sur les soulèvements populaires de la Commune de Paris à 1968, j'ai voulu fusionner la dimension empirique de sources multiples et une réflexion politique. La consultation d'archives de toutes sortes, foisonnantes, est édifiante. Par exemple, la correspondance si évocatrice entre le ministre des Finances Vincent Auriol et le gouverneur de la Banque de France Émile Labeyrie fait beaucoup réfléchir sur les marges de manoeuvre d'une gauche au pouvoir.

Comment s'est constituée la coalition du Front populaire ?

Avant toute chose, la gauche ne se réduit pas aux partis politiques. Ce sont aussi les syndicats, les associations, les collectifs de solidarité ouvrière et populaire, la Ligue des droits de l'Homme... Et puis le peuple de gauche s'unit dans une très puissante auto-organisation. Car le Front populaire se constitue d'abord à la base : comités locaux et collectifs interpellent les partis en faveur de l'unité. C'est que les organisations, syndicales et politiques, étaient très hostiles les unes aux autres. Depuis 1928, le Komintern appliquait la stratégie dite « classe contre classe ». Communistes et socialistes se comportaient en frères ennemis, les premiers traitant les seconds de « social-traîtres » et même de « social-fascistes ».

Sur le même thème « Le Front populaire, une riposte antifasciste et un mouvement social émancipateur », analyse l'historien Jean Vigreux

Fondamentalement, la gauche était divisée en deux blocs idéologiques distincts. D'un côté, les marxistes - communistes, socialistes, CGT et CGT-U, libertaires, anarchistes - partagent alors

l'idée d'en finir avec le capitalisme. De l'autre, le Parti radical rejette la lutte de classes et ne remet surtout pas en cause la propriété privée des moyens de production ni la loi du marché. De surcroît, ce parti est lui-même clivé : des personnalités comme Jean Zay, Pierre Mendès France ou Pierre Cot s'investissent pleinement dans la formation du Front populaire ; d'autres tel Édouard Herriot ont participé à des gouvernements bien à droite, y compris avec Philippe Pétain, et mené des politiques antisociales.

Comment ces divisions ont-elles été surmontées ?

Après les émeutes du 6 février 1934, la crainte de voir la République renversée provoque une réaction populaire considérable. Le 12 février, un million de personnes défilent dans le pays. À Paris, les cortèges du PCF et de la SFIO se rejoignent au cri d'« Unité ! Unité ! ». Mais elle ne se fait pas en un claquement de doigts. Le Front populaire se constitue lentement, avec des hésitations et des rebondissements.

En tout cas, ses protagonistes ont conscience que le fascisme, c'est la mort du mouvement ouvrier, l'écrasement des syndicats et des partis de gauche, l'emprisonnement des opposants ou leur assassinat. Le Front populaire est d'abord un front antifasciste.

Son programme est assez minimal afin de rallier les radicaux. C'est un plan de relance de l'économie par la consommation, les augmentations de salaire, la création d'un fonds national d'indemnisation du chômage et un plan de grands travaux pour tenter de réduire ce fléau né de la crise économique dévastatrice. Les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, ces mesures qui deviendront emblématiques, n'y figurent pas.

Sur le même thème 6 février 1934 : de l'émeute à la tentative de coup d'État

Durant les discussions, les socialistes ont un temps défendu l'idée d'un grand plan de nationalisation des secteurs clés comme les banques, les assurances, la sidérurgie, les mines ou la métallurgie. Depuis 1935, le Parti communiste est partisan d'alliances le plus larges possible. Afin de ne pas effrayer les radicaux, il soutient un programme limité pour les rallier.

Le Front populaire est animé d'une volonté émancipatrice. Il s'agit de changer la vie. D'où le grand enjeu du moment : comment le faire mais dans un cadre économique et institutionnel inchangé ?

Comment la grève éclate-t-elle ?

Le déclenchement du mouvement est local et spontané. Mi-mai, avant que le gouvernement Blum soit en place, la grève éclate dans l'aéronautique en solidarité avec des syndicalistes licenciés pour avoir chômé le 1er-Mai. Puis elle ne cesse de s'étendre pour finalement devenir une vague immense, avec deux millions de grévistes. Elle prend une dimension inédite avec l'occupation des lieux de travail.

Sur le même thème Comment le 6 février 1934 a précipité la création du Front populaire ?

Les usines en sont métamorphosées. Ce ne sont plus des lieux de labeur, de fatigue et de peur, mais des lieux où l'on chante, on danse, on s'organise, on délibère. « Grève, joie pure », écrit Simone Weil. On élabore des cahiers de revendications. On y lit, par exemple, le refus des

primes qui divisent la classe ouvrière et mettent les travailleurs en concurrence. On y réclame ce qui relève de la dignité au quotidien. La grève est une incroyable forme de révélation sur les conditions de travail et d'existence. Même certains dirigeants de syndicats n'en reviennent pas.

La condition ouvrière est particulièrement dégradée...

D'abord on travaille beaucoup, jusqu'à 50 heures hebdomadaires, parfois davantage. Et pour de petits salaires, sans protection sociale. Les salariés sont à la merci des employeurs. De cette situation vont naître les revendications des 40 heures, des congés payés et des conventions collectives.

Comment le gouvernement réagit-il ?

En fait, même si cela peut surprendre, la grève le gêne. Aux yeux de ses dirigeants, elle n'est pas compatible avec la relance de l'économie. On se focalise en général sur le fameux « Il faut savoir terminer une grève » de Maurice Thorez, qui est en fait souvent mal cité puisqu'il dit : « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. » Mais tous, dirigeants communistes, socialistes et radicaux, souhaitent que le travail reprenne et misent sur des négociations rapides pour y parvenir.

Le patronat est effrayé. L'ampleur de la grève l'a déstabilisé. Il accepte de signer les accords de Matignon, qui prévoient l'augmentation des salaires et la non-sanction des grévistes. Mais le mouvement se poursuit.

Quand il comprend que le gouvernement veut ramener l'ordre, le patronat relève la tête. Il essaye alors de reprendre ce qu'il a cédé.

« La fusillade de Clichy, le 16 mars 1937, qui a coûté la vie à six partisans du Front populaire, est sans doute due à une infiltration de ces ligues. »

Le gouvernement use aussi de répression. Dans son discours du 7 juillet devant le Sénat, Roger Salengro affirme que la grève doit cesser, et par tous les moyens. Il brandit les chiffres des arrestations et des expulsions de personnes étrangères. En décembre 1936, la loi sur l'arbitrage obligatoire vise à empêcher les grèves spontanées : on ne peut plus se lancer dans une grève sans avoir négocié et eu recours à plusieurs arbitrages extérieurs successifs en cas de désaccord.

Les grévistes et le gouvernement doivent aussi faire face à la violence d'extrême droite...

L'époque a ses Bolloré ou ses Stérin. Des milliardaires comme Taittinger ou Coty détiennent une partie de la presse qui est un véritable déversoir de haine contre le Front populaire. C'est une presse raciste et violemment antisémite. Léon Blum est sa cible favorite. Ce déversement de haine sera à l'origine du suicide de Roger Salengro.

La police, quant à elle, est largement acquise aux ligues comme les Croix-de-Feu, l'Action française monarchiste ou des organisations clairement fascistes comme la Solidarité française, puis le Parti populaire français de Doriot. La fusillade de Clichy, le 16 mars 1937, qui a coûté la vie à six partisans du Front populaire, est sans doute due à une infiltration de ces ligues.

Quels sont les effets de cette adversité ?

Les opposants exercent une pression constante pour limiter et réduire la portée des mesures du Front populaire. Des patrons refusent d'appliquer les accords de Matignon. La loi sur les 40 heures met des mois avant d'être appliquée et fait l'objet de nombreuses dérogations.

La mise en oeuvre des congés payés est aussi entravée. Des patrons licencient les salariés avant qu'ils aient atteint l'ancienneté d'un an qui y donne droit. D'autres ferment leur usine durant les congés, laissant sans ressources ceux qui ne peuvent y prétendre. Ignorant que la loi l'interdit, des salariés qui travaillent pendant leur congé pour un autre employeur sont poursuivis et sanctionnés.

En quoi les réformes du Front populaire ont-elles, selon vous, une portée anthropologique ?

« Congés » et « payés » forment un oxymore. C'est la première fois qu'on est payé à ne pas travailler, à prendre du temps pour soi, à partir en vacances, visiter, s'instruire, tout simplement se reposer. Diminuer le temps de travail n'est pas juste une mesure économique pour faire baisser le chômage. Cette immense réforme a une portée émancipatrice.

Quelle place les femmes occupent-elles ?

Les femmes participent activement aux grèves et aux occupations. Beaucoup sont aussi très investies dans le mouvement féministe, qui compte des dizaines de milliers de membres. Symboliquement, le gouvernement Blum comprend trois femmes sous-secrétaires d'État, dont l'une, Cécile Brunschvicg, présidait l'Union française pour le suffrage des femmes. Pourtant, le Front populaire n'accorde pas le droit de vote. Communistes et socialistes y sont de longue date favorables, mais Blum s'en tient au programme du Front populaire, dans lequel il ne figure pas, pour ne pas s'aliéner les radicaux, qui s'y opposent avec une virulence misogynie.

Sur le même thème « La grève des femmes de chambre est une lutte féministe »

Sur le plan économique, le travail des femmes est remis en cause par certains élus au nom de la lutte contre le chômage. L'inégalité salariale est banalisée : il va de soi que les femmes sont moins payées que les hommes, souvent deux fois moins. Cependant, les femmes résistent à certaines mesures régressives, par exemple en refusant le salaire à la pièce que, localement, le patronat voudrait leur imposer.

Et la question coloniale ?

Elle ne figurait pas au programme non plus. Le Parti radical est très attaché à l'empire. Au sein du gouvernement domine l'idée que la métropole aura besoin des ressources coloniales en cas de guerre et pour relancer l'économie. Dans les colonies, certaines mobilisations en faveur d'avancées sociales sont réprimées. Une des rares mesures sera la fermeture, très progressive, du bagne.

Pourquoi le gouvernement n'est-il pas intervenu en Espagne ?

La non-intervention se traduit par un embargo sur l'Espagne républicaine. Rien ne peut être envoyé : ni armes ni ravitaillement. Même si l'on connaît bien les Brigades internationales, en

réalité les ministres de l'Intérieur Roger Salengro, puis Marx Dormoy donnent des consignes pour empêcher le volontariat international. Cela s'explique par la peur d'être entraînés dans une guerre mondiale, le souci de ne pas s'aliéner le Royaume-Uni et la suspicion envers la dimension révolutionnaire qui prévaut également dans une Espagne en guerre civile. La période est aussi intense que tragique. Décidément, elle dit beaucoup pour aujourd'hui.

[Cet article est paru dans L'Humanité \(site web\)](#)